

ENGAGEMENT DU PROPRIÉTAIRE À RESERVER LE BIEN-FONDS AU PROFIT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

(produire une annexe P8 par parcelle en cas de regroupement de parcelles)

En signant ce document, le propriétaire :

- 1) S'engage à réserver la parcelle pour le projet de construction de l'ACPC, objet de la présente procédure de mandats d'étude parallèles, au profit de l'ACPC, ceci pendant toute la durée de la procédure jusqu'à et y compris la décision d'adjudication et la signature de l'acte de vente à l'ACPC, et aux mêmes conditions que celles décrites dans le dossier de candidature.
- 2) Confirme n'avoir pris à ce jour et s'engage à ne prendre aucun engagement concernant ladite parcelle à l'égard d'autres personnes que l'ACPC. Il s'abstiendra de conclure tout acte de vente, promesse de vente, de grever le terrain de tout droit réel ou contractuel, sauf avec l'accord écrit préalable de l'ACPC. Cela concerne aussi les éventuelles servitudes foncières.
- 3) Confirme que la parcelle n'a pas été répertoriée et s'engage à ce qu'elle ne soit pas répertoriée dans le cadastre des sites pollués et de dangers naturels, et qu'elle ne doit pas faire l'objet d'un assainissement ou de mesures de travaux spéciaux extraordinaires. Le cas échéant, le propriétaire doit l'annoncer dans le dossier de candidature et s'engage par le présent document à en assumer toutes les responsabilités et les charges financières, et à ne pas les inclure dans le montant de l'offre d'entreprise totale. Si cela devait être découvert après la signature de l'acte de vente, ou après la signature du contrat d'entreprise totale ou pendant la réalisation du projet, le propriétaire en assumera également toutes les responsabilités et les charges financières sans possibilité d'avenant au contrat. Dans le même sens, tous travaux de démolition et de désamiantage de bâtiments existants ne peuvent pas être mis à la charge de l'ACPC.
- 4) Confirmer que la parcelle ne possède pas et ne possèdera pas de restrictions ou exigences particulières des points de vue géologiques, géotechniques, voire d'assainissement de site pollué ou de mesures particulières en regard des dangers naturels ;
- 5) Confirmer qu'il assumera tous les coûts de démolition des éventuels bâtiments situés sur le bien-fonds, ainsi que les coûts de diagnostic et de travaux de désamiantage le cas échéant ;
- 6) Accepte de payer une indemnité d'un montant de CHF 40'000.— TTC, si l'ACPC devait découvrir qu'elle a été trompée sur la nature du terrain ou les engagements précités. Cette indemnité est également due si le propriétaire se rétracte avant la signature de l'acte de vente alors que l'entreprise totale a été désignée comme adjudicataire. L'ACPC peut aussi entamer une démarche complémentaire en dommages et intérêts si cela lui a porté un préjudice important dans le cadre de la mise en concurrence et le choix de l'adjudicataire du contrat, mais également durant la réalisation du projet.

Contrôle

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contrôler en tout temps l'application des présents engagements. Le candidat est tenu de fournir sur demande au pouvoir adjudicateur les données nécessaires au contrôle.

Nom du propriétaire :

Coordonnées complètes du propriétaire :

Parcelle concernée * :

N° : située sur la Commune de :

et affectée en zone : avec une surface de :

Date : _____ **Signature(s) ** :** _____

* Fournir un extrait du Registre foncier de la parcelle et des servitudes qui la grèvent (dominantes ou servantes)

** Ne sont valables que les signatures des personnes qui possèdent le pouvoir de signature pour engager le propriétaire